

Construire cartographie Rédiger abstract

Vous trouverez ci-après un texte de JC Guillebaud intitulé *La grande inquiétude*.

De ce texte vous aurez à :

- construire la carte heuristique
- rédiger l'abstract (dizaine de lignes au maximum)

Aidez vous du cours et du poly correspondant

Ce travail doit être rendu et déposé le vendredi 5 octobre

Ce travail comme tous ceux qui suivront :
devra être rendu en Word ou pdf.

Quelque soit le logiciel utilisé pour la carte, elle peut être exportée en image et collée dans un fichier de type Word .



La grande inquiétude

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

UNE inquiétude spécifique habite l'époque. On pourrait la dire ontologique. Elle ne se réduit pas à cette fameuse « peur du changement » que les commentateurs et les essayistes, périodiquement, croient déceler chez nos contemporains. Elle n'est donc pas trivialement politique ou « psychologique ». Elle ne se confond pas non plus avec les diverses frayeurs – terrorisme international, dérèglements climatiques, fragilité écologique, délinquance ou incivisme ordinaire – mises en avant par l'actualité. Elle s'enracine à une tout autre profondeur. On pourrait même dire que les innombrables peurs quotidiennement médiatisées s'alimentent à une angoisse plus essentielle, mais qui ne trouve pas vraiment ses mots. Chacun de nous, dans les tréfonds de lui-même, pressent la radicalité des changements anthropologiques dans lesquels nos sociétés humaines sont entraînées. Un monde commun, avec ses représentations collectives, ses « récits fondateurs », son ordre symbolique, ses régulations et ses croyances, est en voie d'engloutissement. Le monde nouveau dans lequel nous entrons demeure pour une large part indéchiffrable. C'est la prégnance de cette énigme qui travaille l'imaginaire collectif et surdétermine la plupart des débats de surface.

Ainsi l'idée d'apocalypse effleure-t-elle chacun de nous dans les deux sens du terme : engloutissement et révélation. Nous vivons assurément – mais à tâtons – l'une des très grandes ruptures historiques qui, à l'exemple de l'effondrement de l'Empire romain, de la Renaissance, des Lumières ou de la Révolution industrielle, ont accouché d'un monde tout autre. Mais nous avons encore du mal, pour l'instant, à saisir le sens du tourbillon planétaire qui bouscule nos représentations de la modernité. Au mot mutation, si galvaudé, on préférera le concept de bifurcation, qui vient des sciences mathématiques et qui fut popularisé par le prix Nobel de chimie Ilya Prigogine¹. Il désigne, au sens propre, un changement d'état, un saut qualitatif. Celui que nous vivons depuis une vingtaine d'années, par sa rapidité et son ampleur, est proprement vertigineux. Par sa rapidité, surtout. Tout se passe comme si les changements, cette fois, étaient allés plus vite que la pensée. Notre intelligence du monde n'est pas en panne, comme on le dit parfois, elle est en retard, ce qui n'est pas la même chose. Les principales disciplines du savoir, de la sociologie à la philosophie, n'ont pas eu le temps, si l'on peut dire, de forger les concepts qui nous permettraient de théoriser ces changements, et donc de conjurer la crainte qu'ils inspirent. Nous vivons, par la force des choses, dans un univers *impensé*, ce qui ne veut pas dire qu'il soit *impensable*. Cette opacité provisoire fait naître en nous plus de terreurs obscures que d'espérances articulées, plus d'effrois instinctifs que de confiance, et plus de questions que – pour l'instant – ne peut en saisir notre intelligence.

1. Voir Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, *La Nouvelle Alliance. Métamorphose de la science*, Gallimard, 1979.

Des « processus sans sujet » ?

Mais pourquoi avons-nous si peur ? Est-ce seulement parce que nous ne comprenons pas ce qui nous arrive ? Non. Il nous paraît surtout que, sur ces bouleversements essentiels, nous n'avons plus – ou avons peu – prise. À la racine de l'inquiétude contemporaine existe le sentiment d'être non point « embarqués », au sens pascalien du terme, mais « emportés ». Ni les politiques, ni les philosophes, ni les intellectuels ne paraissent plus en mesure d'identifier clairement ces changements. Ni, *a fortiori*, d'en circonscrire la portée. L'inquiétude qui nous assiege se nourrit principalement d'un sentiment

d'impuissance. Comme le flot d'une rivière en crue, la fuite en avant de l'économie, de la technoscience, de la globalisation financière, des médias, mine et affouille nos anciens repères. Ils semblent nous arracher des mains les instruments grâce auxquels nous parvenions, vaille que vaille, à piloter notre histoire. Nous avons le sentiment d'être dorénavant les jouets de logiques devenues purement instrumentales. Nous nous sentons confrontés à ce que Marx appelait un « processus sans sujet », concept qui fut reformulé dans les années 1950 par le théologien protestant Jacques Ellul². Ni l'économie, ni les technologies, ni la communication médiatique ne semblent plus véritablement gouvernées par la volonté humaine. Ces dispositifs, ces « processus », obéissent d'abord – et essentiellement – à des causalités structurelles et à des avancées « sans intention ».

2. Jacques Ellul, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Collin, 1954.

Une bonne part du désarroi contemporain s'abreuve à cette paralysie ou à cette aphasie de la délibération et du choix démocratique. Nous sentons que la volonté collective et délibérative, d'une certaine façon, est contrainte de lâcher prise. Le choix politique conscient et librement défini se voit journalièrement subverti par ce que le sociologue allemand Ulrich Beck appelle la « subpolitique³ », cette nébuleuse d'influences communicationnelles enchevêtrées.

3. Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* [1986], traduit de l'allemand par Laure Bernardi, Aubier, 2001, rééd. Champs/Flammarion, 2003.

Paradoxalement, les divers acteurs concernés sont les premiers à s'alarmer de cette prévalence du « processus ». Les économistes dénoncent, par exemple (et de plus en plus fort), l'hégémonie des logiques boursières qui contrecarrent celles de l'industrie ou redoutent le totalitarisme dévastateur du calcul à court terme. Les scientifiques – notamment les généticiens – s'inquiètent, quant à eux, de l'arraisonnement de la recherche par une technoscience inféodée à la loi du profit. Les journalistes ne sont pas les derniers à signaler la pesanteur de cet « empire des médias », sans empereur, sans intention ni point de vue véritable, empire dont le journalisme est le premier à faire les frais. Au total, nous pressentons que ces évolutions immaîtrisées sont interdépendantes, qu'elles font système, qu'elle se renforcent même l'une l'autre. Mais pressentir n'est pas comprendre. Une bonne part du débat public et politique, de la droite à la gauche, s'organise ainsi autour de « pressentiments ». Ils sont trop vagues pour déboucher sur l'action, mais bien assez forts pour accroître, chaque jour davantage, cette inquiétude diffuse qui rôde dans l'air du temps.

Au delà de cette stupeur vague, nous redoutons une « perte » qui, elle, serait sans doute irréparable. Laquelle? De ce point de vue au moins, les périls qui, à moyen terme, nous menacent sont identifiables: le retour, mais sur grande échelle, des inégalités entre les hommes; le triomphe d'une « pensée du nombre » réductrice et anti-humaniste; l'évanouissement de notre représentation de l'avenir, c'est-à-dire de l'espérance; la solitude inquiète d'un « moi » barricadé dans un solipsisme meurtri; la tentation subséquente du repli dans les identités querelleuses; la remise en cause – l'implosion progressive, pourrait-on dire – de la démocratie elle-même... Et, par-dessus tout, l'incapacité nouvelle dans laquelle nous nous trouvons de définir et de défendre le concept même d'humanité. Au bout du compte, c'est bel et bien une forme inédite de barbarie, une possible « décréation humaine », qui devient imaginable. Les bases mêmes de ce qui fonda l'optimisme des Lumières – progrès, liberté, solidarité – sont *de facto* en péril et la modernité donne ainsi l'impression de retourner ses armes contre elle-même – ou de s'abîmer dans sa propre logique.

Devant la radicalité de ce changement, on voit bien quelle est l'ultime tentation: renoncer à agir sur l'histoire, s'abandonner, faute de mieux, au cours des événements, prendre son parti du cours des choses et, tant bien que mal, gérer *a minima* le présent. La plupart des discours du moment mettent d'ailleurs en avant (et de façon troublante) les idées d'« adaptation », d'acceptation du réel, d'accoutumance résignée, de renoncement, etc. « On ne peut faire autrement »; « Il n'y a pas d'autre solution »; « Nous n'avons pas le choix », etc. Telles sont les formules les plus communes. Nous sommes invités à ne plus obéir désormais qu'à la toute-puissance organisatrice de la fameuse RDTS (recherche-développement technique et scientifique), devant laquelle devrait capituler la pensée elle-même⁴. Ainsi l'hédonisme à courte vue, la jouissance un peu panique, le « présentisme » sont-ils devenus constitutifs de l'air du temps. Profiter de l'instant qui passe, et après nous le déluge... Certains – les plus exigeants – agrémentent cette démission d'une référence consolatrice à une vague « sagesse ». La vogue du bouddhisme réinterprété à l'occidentale, le succès ambigu du New Age ou des techniques dites d'« épanouissement de soi » n'ont pas d'autre signification. Il s'agirait de tirer son épingle du jeu sur fond de

4. C'est notamment la thèse néoscientiste du philosophe belge Gilbert Hottois, *Essais de philosophie bioéthique et biopolitique*, Vrin, 1999.

catastrophe annoncée, quitte à désertier l'Histoire, et en tout cas la démocratie agissante et volontariste.



On comprendra que rien ne soit plus urgent que d'éclairer un tant soit peu cette « bifurcation » que Ilya Prigogine aussi bien que Michel Serres n'hésitent pas à comparer à la révolution néolithique, survenue voici douze mille ans. S'agissant d'apporter un tel éclairage, il nous faut admettre que ce dernier ne pourra être que modeste, approximatif, tâtonnant, révisable. En vérité, et quelle que soit sa science, nul n'a plus aujourd'hui les moyens de se montrer – ou se croire – péremptoire. Aucune discipline du savoir ne peut s'imaginer porteuse d'une « explication » généralisable. La parcellisation du savoir rend d'ailleurs plus problématique que jamais une telle prétention. L'époque nous voue à l'incertitude et à l'imprévisible. Avec toutes les précautions qui s'imposent, on proposera donc une simple grille d'analyse, sûrement insuffisante mais peut-être éclairante. Suggérons qu'en réalité nous vivons non pas une mais trois grandes « bifurcations » – économique, numérique, biologique –, et que chacune d'entre elles interagit sur les deux autres.

La bifurcation économique

La première grande bifurcation, chacun le sait et le répète, est d'ordre économique : c'est la mondialisation, que les Anglo-Saxons préfèrent appeler globalisation. Commencée au XIX^e siècle, elle prend aujourd'hui, après l'effondrement du communisme, un essor si puissant, qu'elle change en réalité de nature. Elle consiste en un effacement accéléré des frontières, une libération « planétaire » des forces du marché, un recul – voire une quasi-disparition – des Etats-nations en tant que régulateurs et arbitres du développement économique. Cette mondialisation-là a fait sortir le « génie » (le marché) de la « bouteille » (la démocratie) dans laquelle il était jusqu'à présent encloué et domestiqué, notamment pas le truchement du droit social. Porteuse de promesses indéniables en matière d'allocation planétaire des ressources et de développement de l'ancien Tiers-Monde (asiatique, surtout), cette mondiali-

sation est grosse de menaces, de périls – le plus évident étant l'érosion progressive de la maîtrise démocratique et, en dernière analyse, de la politique elle-même.

Comme réalité, la mondialisation est pourtant un défi que les peuples doivent et devront affronter coûte que coûte. Pas d'autre solution. Elle est irréversible, comme l'était la révolution industrielle du XIX^e siècle. Pour cette raison, les réflexes nostalgiques ou les « refus » de principe n'ont pas grand sens. C'est devant nous et non derrière que nous devons chercher des solutions. On ne reviendra pas en arrière – sauf par le biais du totalitarisme, du fondamentalisme ou de la police politique. Qui peut l'exclure? Mais qui le souhaite? Nul ne peut croire, en tout cas, que nous pourrions pacifiquement restaurer, demain ou après-demain, les Etats-nations dans leur pleine souveraineté ou ressusciter certaines institutions sociales en crise (famille, école...) sur les modèles anciens. Une bonne part de la violence et des barricadements contemporains – y compris le terrorisme – doivent s'interpréter comme des volontés paranoïaques de « restauration », volontés qui s'exacerbent de leur propre impossibilité.

Mais la mondialisation a aussi entraîné un discours qui procède, lui, de l'idéologie, du prescriptif et non du descriptif. Pour simplifier, disons que la mondialisation et ses « contraintes » sont trop souvent invoquées pour imposer aux peuples du monde des régressions sociales, des dominations nouvelles, des accumulations de puissances présentées comme inévitables. Elle joue le rôle, en somme, d'une transcendance disciplinaire de substitution devant laquelle devrait capituler la volonté immanente – et infirme – de la démocratie. La mondialisation se présente comme un Janus : réalité d'un côté, idéologie de l'autre. Les deux sont assez étroitement mêlées pour obscurcir la compréhension du phénomène. Or, l'idéologie en question ne se confond sûrement pas avec le libéralisme en tant que tel, c'est-à-dire l'économie de marché, qui a fait ses preuves et dont nul observateur sérieux ne peut raisonnablement contester l'efficacité. Ce qui, pour l'essentiel, gouverne la mondialisation, c'est un libéralisme dogmatisé, rigidifié, un « capitalisme total », pour reprendre l'expression récente de l'ancien banquier Jean Peyrelevede⁵.

Fort curieusement, ce libéralisme dogmatisé qui a surgi après l'effondrement du communisme a emprunté à son rival

5. Jean Peyrelevede, *Le Capitalisme total*, Seuil, 2005.

malheureux quelques-uns de ses dogmes les plus dangereux, comme si le mort avait saisi le vif. L'économisme absolu, le prétendu primat de l'économie financiarisée, posés comme allant de soi, resuscitent par exemple la vieille dogmatique marxiste des infrastructures commandant aux superstructures. De la même façon, le scientisme économique, subitement répandu dans l'air du temps et mathématisé dans les *Business Schools*, reproduit, mais à front renversé, la vieille antienne du « socialisme scientifique ». Le « capitalisme total », à son tour, se pare des attributs de la science pour toiser et récuser toute critique jugée « constructiviste » ou « idéaliste ». On attend en quelque sorte des marchés « raisonnables » qu'ils délivrent bientôt la démocratie de ses tourments, c'est-à-dire de ses projets humains...

De manière plus étonnante encore, l'idéologie du « capitalisme total » se réapproprie le vieux concept hégélien du « sens de l'Histoire » qui fut longtemps l'apanage – et la ruse – des régimes communistes. On veut parler de la prétendue inéluctabilité des processus en cours et de cette annonce indéfiniment renvoyée à plus tard d'une réussite ou d'une « récompense » qui viendrait un jour, forcément, justifier les sacrifices du présent en leur donnant rétrospectivement sens. On songe à ce prophétisme infatigable qui réinvente le leurre inusable de « l'avenir radieux » – sauf qu'on ne prophétise plus, cette fois, l'avènement d'une société sans classe et sans pénurie, mais l'abondance et le plein-emploi, retrouvés à coup sûr dans nos sociétés dès lors que celles-ci seront dérégulées, globalisées, flexibilisées, libéralisées.

Depuis plusieurs années, les critiques les plus radicales de ces dérives dogmatiques du libéralisme ne sont pas venues de l'ancienne extrême-gauche, ni même de la mouvance altermondialiste. Elles ont surgi – et surgissent de plus en plus nettement – dans les rangs des théoriciens libéraux eux-mêmes ou des acteurs du système, mieux placés que quiconque pour percevoir les dérapages de ce dernier. Longtemps négligées, leurs mises en garde commencent à être entendues. On songe à des essayistes américains comme Lester Thurow, Jeremy Rifkin, Benjamin Barber; à d'anciens hauts responsables comme Robert Reich ou Joseph Stiglitz; à des banquiers comme le Français Patrick Artus, voire à des financiers comme le milliardaire Georges Soros, qui furent parmi les premiers à

tirer la sonnette d'alarme⁶. Ce qui est mis en cause aujourd'hui, ce n'est pas l'efficacité du libéralisme, mais la tentation suicidaire qui habite le « marché absolu », incapable de reproduire les conditions mêmes de son existence, c'est-à-dire une société. En d'autres termes, le « capitalisme total » – rivé au court terme et assujéti à la financiarisation de l'économie – devient chaque jour plus dangereux pour... le capitalisme lui-même.

Dans tous les cas, c'est notre capacité à reprendre le contrôle du « processus » qui est en question. Pour l'instant, personne n'a été capable d'élaborer une méthode convaincante pour résister à cette « folie ». Nul n'est encore en mesure de prévenir – ou simplement corriger – les dévastations sociales prévisibles et la violence des refus que ces dévastations feront encore naître partout sur la planète. On pressent surtout des violences à venir...

La bifurcation numérique

La deuxième grande mutation est plus directement technologique. Elle est concomitante de la première et ses effets commencent seulement à se faire sentir. Le triomphe du numérique, d'Internet, du cyberspace, fait émerger sous nos yeux un « sixième continent », dont la particularité est d'être déterritorialisé, hors-sol pourrait-on dire. Il est « nulle part » et partout à la fois. Il est insaisissable et donc incontrôlable. Avec cette révolution numérique, c'est le territoire, le « lieu » aussi bien que la temporalité qui se trouvent progressivement congédiés. Jusqu'à nouvel ordre – et en dépit de quelques avancées, au demeurant contestables⁷ –, nul n'a été capable de conceptualiser cette transmutation de l'espace et du temps ou cette émergence d'une terre entièrement interconnectée.

L'utopie qui préside à cette virtualisation planétaire du réel est celle d'un accès immédiat de chacun à la totalité du savoir humain. La numérisation progressive des bibliothèques, le perfectionnement des moteurs de recherche du type Google, la mise en ligne des grands musées du monde, sont autant d'étapes d'un processus qui ira beaucoup plus loin qu'on ne le croit d'ordinaire. Or, ledit processus n'est pas neutre; il dissimule, lui aussi, des rapports de force, des dominations marchandes ou culturelles, des formes nouvelles

6. Citons, à titre d'exemples parmi d'autres, les livres de Robert Reich, *L'Economie mondialisée*, Dunod, 1992; Joseph Stiglitz, *La Grande désillusion*, Fayard, 2002; Lester Thurow, *Les Fractures du capitalisme*, Village mondial, 1997; Benjamin Barber, *Djihad versus McWorld*, Desclée de Brouwer, 1996; Georges Soros, *La Crise du capitalisme mondial*, Plon, 1998.

7. Je songe aux ouvrages passablement lyriques de l'informaticien et philosophe Pierre Lévy. Voir, par exemple, *La Cyberculture*, Odile Jacob/éditions du Conseil de l'Europe, 1997, ou *World Philosophie*, Odile Jacob, 2000.

d'*imperium* (notamment américain). Il voit déjà s'affronter des logiques différentes : celle de la marchandise et celle, libérale, de la communication entre les hommes. Il bute également sur des malentendus principiels qu'on préfère ordinairement ne pas regarder en face. Par exemple : l'accès direct au savoir ne saurait être assimilé à une « culture » au sens traditionnel du terme, et encore moins à un projet civilisateur. Il y manque la médiation inaugurale de l'éducateur, du maître, de l'initiateur ; il y manque la démarche initiatrice, c'est-à-dire la transmission humaine. L'accès à la totalité du savoir, en somme, pourrait paradoxalement correspondre à une insidieuse régression culturelle. La généralisation du « copier-coller » menace déjà le processus éducatif lui-même. Pour cette raison – et quelques autres –, l'utopie du cybermonde est encore, au moins partiellement, un leurre ; à son sujet, rien n'est encore joué.

Ce n'est pas tout. Comme sixième continent, le cyberspace est encore hors d'atteinte de la volonté civilisatrice. Il est, pour une large part, insaisissable par le droit ; il se dérobe aux régulations. Pour le moment les Etats-nations, le droit international et la volonté démocratique peuvent difficilement « civiliser » ce continent nouveau et y introduire des règles et des normes stables. C'est un continent à hauts risques : une jungle extraterritoriale capable d'abriter le meilleur comme le pire. Que l'on songe aux formes nouvelles de criminalité qui s'y développent – du terrorisme aux trafics d'organes ou d'enfants – à l'abri de la « virtualité ». L'Amérique elle-même trouve là des limites à sa propre puissance. Que pèsent nos règles internationales, nos codes, nos conventions commerciales dans ce « non-lieu » planétaire ?

Or, c'est aujourd'hui vers le cyberspace qu'émigrent progressivement presque toutes les activités humaines : commerce, finance, culture, communication, économie, images, musiques, etc. Et ce, à un rythme qui s'accélénera dans les années qui viennent, du fait des avancées technologiques. (Rappelons que la capacité de mémoire des microprocesseurs double en moyenne tous les dix-huit mois depuis vingt ans, mais les nanotechnologies pourraient bien permettre de les multiplier d'un coup de plusieurs dizaines de milliers de fois !)

Certains risques numériques sont d'ores et déjà identifiées ; par exemple : les capacités de contrôle des individus –

le « flicage » et la traçabilité informatique –, plus redoutables que jamais dans toute l'histoire humaine. D'autres risques sont moins souvent évoqués, quoique bien réels. On songe à la mutation des concepts d'échange et de commerce, à la possible ruine de certaines industries culturelles (musique, cinéma, livres, etc.). La numérisation du monde est bien, à elle seule, une « bifurcation » dont nous avons encore du mal à saisir la véritable portée.

La bifurcation génétique

Troisième volet de la mutation, la révolution biologique sera, chacun le sait, la grande affaire des dix prochaines années – et pas seulement sur le plan industriel, avec l'essor des biotechnologies. Peu d'observateurs, pour le moment, ont pris la mesure de cet ébranlement. Dans les médias, on en reste aux évocations de science-fiction : clonage humain, médecine prédictive, créatures nouvelles... En réalité, la révolution génétique et le développement des sciences cognitives remettent d'ores et déjà en question l'idée même que nous nous faisons du concept d'« humanité ». Chaque jour davantage se brouillent certaines « frontières » conceptuelles considérées jusqu'ici comme claires et nettes : frontière entre l'homme et l'animal ; frontière entre l'homme et la machine (pensons à la neurobiologie ou au nouveau mythe du cyborg, « l'homme-machine ») ; frontière entre l'homme, le vivant et la « chose » (pensons aux transplantations d'organes, à la fabrication de tissus humains, à la brevetabilité du vivant). Mais comment défendrons-nous les « droits de l'homme » si nul ne sait plus définir un homme ? Comment réprimerons-nous les « crimes contre l'humanité » si nous ne sommes plus capables d'énoncer un « principe d'humanité » collectivement accepté ?

D'ores et déjà, un aspect particulier de cet ébranlement affleure à notre conscience, celui qui concerne le principe généalogique, la filiation et, plus généralement, le système de parenté. Les débats empoisonnés du moment – homoparentalité, quotient génétique, statut de l'embryon, pluriparentalité, indifférenciation sexuelle, eugénisme « démocratique » – ne visent que la partie émergée de l'iceberg. À un niveau plus essentiel, il nous faudra repenser – ou reformuler – la symbolisation induite par la parenté, c'est-à-dire ce qui fondait

8. On lira avec profit, sur ce point, l'ouvrage de Maurice Godelier, *Métamorphose de la parenté*, Fayard, 2005; et celui (moins optimiste) de Luc Boltanski, *La Condition fœtale: une sociologie de l'engendrement et de l'avortement*, Gallimard, 2004.

jusqu'à présent la culture et les relations humaines. Sur ce terrain, la logique du « tout ou rien » n'est pas pertinente. Au delà des polémiques récurrentes – dont la violence est en elle-même symptomatique –, c'est à un travail théorique considérable que nous astreint cette « bifurcation » biologique⁸. Nul ne pourra empêcher que cette refondation donne lieu à des invectives, des guerres de position, des simplifications exterminatrices. A terme, cependant, il faudra bien nous résoudre à renoncer aux postures paresseuses du « tout ou rien ». Il s'agira d'ouvrir les yeux, de délibérer et de choisir.

Oui, choisir. Rien ne serait plus funeste, en effet, que de consentir à ce mol et mélancolique renoncement qui tire argument de « l'inéluctable ». Pourquoi? Parce que, bifurcation anthropologique ou non, nous demeurons les dépositaires des valeurs fondatrices qui nous permettent tout simplement de vivre ensemble en tenant la barbarie à distance. Et ces valeurs – il faudrait plutôt dire ces « fondations » – ne sont devenues ni obsolètes, ni superflues. L'égalité entre les hommes n'est pas une aspiration dépassée. La justice préférée à la vengeance n'est pas un archaïsme. L'espérance ou le sens du progrès n'est pas une superstition ancienne à laquelle nous pourrions renoncer. L'exigence spirituelle, c'est-à-dire le refus de la « clôture » scientifique, n'est pas une forme d'obscurantisme sur laquelle nous pourrions ironiser. Le sens de l'universel (« L'homme partout semblable à l'homme »), opposé au triomphe des identités et des exclusions, n'est pas un luxe. La délibération patiente et le choix collectif au lieu et place du « processus » ne sont pas des naïvetés. Et l'on pourrait prolonger la liste...

Or, ces fondations-là ne sont solides et structurantes *que si nous choisissons qu'il en soit ainsi*. Aucune d'entre elles ne va de soi. Aucune n'est « naturelle » ou garantie. Toutes sont le résultat d'une élaboration historique, d'une conquête, d'une lutte. En d'autres termes, elles réclament de nous – aujourd'hui comme hier – vigilance et volonté. Pour extraordinaire qu'il soit, le monde de demain sera donc, en dernière analyse, ce que nous en ferons. Ainsi restons-nous « en charge » du futur. C'est donc à nous qu'il incombe, quotidiennement, opiniâtrement, de « faire le tri » parmi les menaces et les promesses qui gisent, en désordre, dans les replis du présent.